



## **Macron en Israël : un soutien sans faille à la politique coloniale !**

Macron, comme beaucoup de dirigeants étatiques et en premier lieu le Président des États-Unis, font de leur séjour en Israël un acte de soutien sans faille à la politique coloniale de l'État d'Israël, politique qui porte l'entière responsabilité de la situation présente<sup>1</sup>. Cependant, tous les responsables politiques savent qu'il ne peut y avoir durablement de solution dans la région sans la prise en compte de la dimension palestinienne. Les tentatives de remodeler le visage du Proche et du Moyen-Orient en incluant les pays de la région dans un système d'accords avec Israël, sous la houlette de l'impérialisme états-uniens et qui mettaient sous le tapis la question palestinienne viennent de voler en éclat à la suite de la guerre qui se développe, de la répression violente contre les palestiniens et des manifestations de masses, dans les pays arabes et qui portent l'exigence de la reconnaissance d'un État palestinien et du droit au retour des réfugiés.

Dans ses déclarations en Israël, Macron avance deux idées. La première, celle d'un front international anti-Hamas, l'autre celle de la mise en œuvre de la solution à deux États. Cette proposition a d'ailleurs été au centre des interventions des groupes parlementaires lors du débat du lundi 23 octobre à l'Assemblée Nationale.

La première proposition rejoint le discours israélien qui affirme vouloir éradiquer le Hamas, et reprend la déclaration de Lecornu, son ministre des armées, qui a martelé : « *Le Hamas doit être détruit* »

. Elle s'inscrit dans la continuation des luttes d'influences entre puissances au sein système impérialiste pour affaiblir la composante pro-iranienne, mais elle ne tient aucun compte de la réalité nationale palestinienne du Hamas. L'affaiblissement déjà patent de l'Organisation de Libération de la Palestine, a laissé le peuple palestinien sans moyen pour faire face à la poursuite de la colonisation. La deuxième proposition, celle des deux États, n'est pas une nouveauté<sup>2</sup>. Des résolutions de l'ONU, les accords d'Oslo ont dessiné cette orientation. Rappelons qu'en 1974, une résolution des Nations unies (résolution 194) sur le " *règlement pacifique de la question de la Palestine* " appelle à " *deux États, Israël et la Palestine... côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et reconnues* ", ainsi qu'une " *résolution juste de la question des réfugiés*". La dernière résolution, en 2013, a été adoptée par 165 voix contre 6, avec 6 abstentions, **Israël et les États-Unis ayant voté contre**. Selon cette résolution, les frontières de l'État de Palestine seraient " *fondées sur les frontières d'avant 1967* ", comprenant donc la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est. Opposé à la création d'un État palestinien, Israël avec l'appui financier et militaire sans faille des États-Unis, avec la complaisance complice des États occidentaux a tout fait pour rendre caduque la moindre possibilité de la constitution d'un État palestinien. La politique de colonisation et d'apartheid, l'enfermement dans la prison à ciel ouvert qu'est Gaza, constituent des violations permanentes du droit international et des crimes de guerre contre le peuple palestinien. Où étaient alors, les actions de la France pour faire respecter le droit ? Il n'y en a pas eu et au nom de la sempiternelle chanson sur le *droit* d'Israël à se défendre, Macron et ses prédécesseurs ont de fait cautionné la politique de violence coloniale de l'État d'Israël. Prompt à dégainer des sanctions contre des États jugés *voyous* ou *violant* le droit international et des peuples, les impérialistes occidentaux n'ont jamais pris la moindre sanction contre l'État colonial d'Israël, au

<sup>1</sup> <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/proche-et-moyen-orient/2483-pour-une-palestine-liberee-de-loppression-de-letat-colonisateur-sioniste-et-de-lapartheid>

<sup>2</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Solution\\_%C3%A0\\_deux\\_%C3%89tats](https://fr.wikipedia.org/wiki/Solution_%C3%A0_deux_%C3%89tats)

contraire, ce sont ceux qui combattent pour des sanctions économiques et politiques qui sont poursuivis par les tribunaux.

Les responsabilités des États-Unis, de ses alliés, de la France sont énormes dans la tragédie qui se développe dans cette région, aujourd'hui comme hier, vous ne nous ferez pas taire, nous continuons la lutte pour le droit au peuple palestinien à un État, pour le droit au retour des réfugiés et dans l'immédiat pour que cesse le massacre des innocents!